

# Algérie

## Guerre de libération nationale

### Bibliographie & -commentaires d'annexes

Préparées par :

Djemaâ DJOGHLAL  
Amar NEGADI  
&  
AuresChaouia

## Bibliographie

**Depuis Socrate**, nous savons combien il est difficile de cerner et de définir la vérité, Pierre Vidal Naquet refermant le livre du révisionniste Georges Marc Benhamou (ou Benamou) dira sans aucun ménagement « c'est de la merde ». Nous savons que Benhamou fait partie du clan des nostalgiques de « l'Algérie de papa », actuellement ils sont ombreux à sévir dans cette relecture d'un passé qui ne passe pas pour eux qui ont perdu « leur paradis », et pour d'autres dont les consciences ne sont pas en paix. Ainsi lorsque Jacques Simon<sup>1</sup>, professeur d'histoire, enseigne à nos enfants : « En vue d'une réunion d'un Conseil de chefs de wilaya dans les Aurès. Pendant une réunion préparatoire, Ben Boulaïd manipule un poste piégé remis par Adjoul Adjoul qui avouera lors de son arrestation sa liaison avec Krim Belgacem. Le 23 Mars 1956, Mort de Ben Boulaïd et de 17 cadres de l'ALN ». Non seulement nous pouvons légitimement reprendre la formule de Pierre Vidal Naquet mais aussi nous interroger sur les buts de la diffusion de telles contrevérités qui n'émanent d'aucune source vérifiable. Or, sur ce fait précis les versions françaises et les versions aurésiennes ne manquent pas et toutes démentent l'honteux mensonge de ce militant messaliste.

Le militantisme de ces révisionnistes omet de replacer objectivement les faits et les personnages, de cette guerre d'indépendance nationale, dans les perspectives sociologiques et historiques de l'époque. Certes, les documents conservés reflètent le point de vue des institutions civiles et militaires, ils peuvent parfois être complémentaires et parfois contradictoires, mais seul leur confrontation aidera à comprendre et à approcher une part de la réalité passée. Le décryptage de l'événement, avant, pendant et après son accomplissement s'il n'apporte pas toutes les lumières souhaitées, néanmoins il aide à appréhender les causes et les responsabilités voire les responsables des faits. Ne nous revendiquant ni avocat, ni procurer mais simple témoin et « passeur » de mémoire, nous devons transmettre nos acquis, libre à chacun de les enrichir ou de les contredire.

Se souvenir que « Le **8 mai 1945**, ont pourchassés les Musulmans en faisant feu « sur le burnous » la Légion étrangère, les tirailleurs Sénégalais et Marocains, l'Artillerie, la Marine et l'Aviation, ils ont semé la terreur et la dévastation dans les villages<sup>2</sup> ». Se souvenir de la déclaration de Pierre Mendès France et de son ministre de l'Intérieur François Mitterrand, le 2 novembre 1954 : « aucun ménagement à l'égard des bandits de l'Aurès », se souvenir encore et encore n'est pas du masochisme mais un devoir pour traduire concrètement les discours et les agissements de leurs héritiers spirituels d'hier à aujourd'hui. Ces héritiers sont le fer de lance du révisionnisme qui doit cacher la dissymétrie entre la puissance des colonisateurs et la faiblesse des colonisés. Après 132 ans de discriminations raciales et de discriminations sociales, depuis 45 ans nous subissons les discriminations mémorielles et commémorielles.

Les jeunes générations des deux rives de la Méditerranée ne savent pas que de 1954 à 1962, trois millions de jeunes Français furent envoyés en Algérie, épaulés par les harkis et les milices locales formées de pieds-noirs depuis 1945, pour combattre 9 millions « d'indigènes » analphabètes à 95%, aux pieds et aux mains nus pour 80% d'entre eux qui étaient parqués, depuis 1830, dans des douars ou des « villages nègres » qui n'avaient rien à envier au statut des Intouchables en Inde. C'est pourquoi, sans vengeance, ni haine mais avec lucidité nous avons décidé, pour le 53<sup>ème</sup> anniversaire de la flamme allumée le 1<sup>er</sup> Novembre 1954 de montrer ces quelques documents et de les accompagner d'une bibliographie qui permette à chacun d'approfondir sa réflexion. La liste des livres cités est infime par rapport au nombre

---

<sup>1</sup> Messali Hadj (1898-1974) chronologie commentée, p 189 (avec une bibliographie générale sélective), l'Harmattan, 2002

<sup>2</sup> 1937-1945, Histoire de 8 années de combat pour plus de Liberté, plus de justice et de progrès. Edition Liberté, Alger, sans date (peut-être 1947)

impressionnant de plus de 3 500 ouvrages en français, sans oublier celui qui nous est inconnu des publications en Arabe et en Anglais voire d'autres langues.

Dans d'autres médias la Révolution algérienne fut évoquée à plus d'un titre mais là aussi nos connaissances sont limitées. Une plaquette éditée par le Ministère algérien de l'information et de la culture, sur la production cinématographique des années 1957-1973 recense les films connus à cette date. En feuilletant cette brochure la nostalgie de nos années heureuses nous envahit mais elle nous fait aussi plonger dans le dégoût face à la médiocrité ambiante et à notre régression.

Dès janvier 1955, ces colonialistes permirent la déportation des Algériens dans des camps de concentration entourés de barbelés et gardés par l'armée<sup>3</sup>, ils autorisèrent l'utilisation du lance-flammes au sol, celle du napalm par l'aviation et les chiens de guerre lancés contre les populations civiles, c'était cela le vrai visage de la puissance des colonisateurs et la faiblesse des colonisés. Et non pas ce que veulent nous faire croire les discours révisionnistes des Georges Marc Benhamou, Jacques Simon, Benjamin Stora, Guy Pervillié, Daniel Lefeuvre, et autres universitaires ou conseillers présidentiels qui légalisent et autorisent les idées développées par les revanchards qui ont fait plier le Parlement français pour édicter la loi du 23 février 2005.

Nous estimons utile de rappeler certaines dates qui entourent les événements cités par ces tracts et affiches de contre-propagande, des résistants algériens destinés à répondre à la propagande colonialiste, à l'action psychologique et à la guerre psychologique auprès des civils Algériens. Actions menées par le 5<sup>ème</sup>. Bureau qui consistaient à détruire le moral des résistants, à diviser la population algérienne et à organiser des contre-pouvoirs contre le FLN en mobilisant les rares douars qui n'étaient pas vidés de leurs habitants, telle cette troupe « d'autodéfense féminine » créée à Catinat le 16 mars 1960.

## 1955

Dans une guerre de libération nationale qui met face à face des forces aussi disproportionnées, toute la difficulté pour ces résistants et le peuple algérien fut de consentir un effort sincère et hautement réfléchi pour arriver à l'indépendance nationale le 5 juillet 1962.

En Janvier 1955, « on traverse une phase très difficile, explique Krim. Le mouvement a du mal à s'implanter. Il n'y a guère que les Aurès qui sont réellement passés à la guerre. En Kabylie, comme tu as pu t'en rendre compte, la population, à de rares exceptions près, se montre réservée. Ici à Alger, c'est la pagaille. On n'a plus de contrôle de la situation. Et puis, ce qui manque partout, ce sont les moyens : les armes et l'argent<sup>4</sup> ». Jusqu'à la fin de l'année 1955, le FLN ne recevait d'aide matérielle et diplomatique extérieure que de l'Egypte (hébergement). Ce qui faisait déclarer au Général Parlange, le 1<sup>er</sup> mai 1955, « les Aurès-Nementcha, sont l'épicentre de la rébellion ». Le 1<sup>er</sup> septembre, le tract bilingue, en Français et en Arabe distribué au Sahara criait victoire : « Malheur aux rebelles qui s'aventurent au Sahara français. La bande de Djerraya El Habib qui se croyait invincible, a été, **pratiquement anéantie ...** ». Le chiffre des pertes était volontairement gonflé afin d'impressionner la population locale et conforter les décisions prises par le Pouvoir à Paris.

Le 20 août 1955, Zighout Youcef, chef de la Zone II (Constantinois), lance l'insurrection pour desserrer l'étau de l'armée coloniale sur la Wilaya I, il sera l'un des héros qui ont arrosé la terre algérienne de leur sang !

<sup>3</sup> Les regroupements de la décolonisation en Algérie, Michel Cornaton, Les Editions ouvrières /CNRS, 1967

<sup>4</sup> Krim Belgacem, le lion des djebels Amar Hamdani, Balland, 1973

Abane RAMDANE arrêté en 1951, après le démantèlement de l'OS, est condamné à 6 ans de prison, bénéficiant d'une remise de peine, il est libéré en janvier 1955, Krim Belgacem le nomme chef de la capitale et il nomme Ouamrane chef de l'Algérois.

Le 24 juin 1955 le Dr Lamine Debaghine est arrêté à Alger par la police française qui le libère le 7 décembre 1955.

C'est une année charnière, le biographe de Krim Belgacem écrit «en Novembre 1955 sans doute la guerre ne s'est pas encore manifestée en Kabylie comme dans le Aurès. Mais l'ALN y est très solidement implantée (Amirouche, Slimane Dehilès et Mohamedi Saïd). Krim a préféré, avec toujours le sens pragmatique berbère, **se ménager des étapes**<sup>5</sup> ». « D'accord avec Abane et Ouamrane, Krim accepte que Ferhat Abbas (qui demandait à intégrer le FLN) « s'informe » discrètement en son nom des intentions du Gouvernement français à Paris...Pour le chef de la zone III l'heure **de l'action politique à l'échelle nationale a sonné** ».

Selon Ali Haroun, le 10 juin 1962 « Krim Belgacem arrive, le premier à Rocher Noir (Boumerdès), où il prendra aussitôt contact avec le colonel Mohand ou El Hadj de la Wilaya III » Le 27 juin Khider démissionne, crise au sein du FLN, crise qu'Haroun attribue aux « aurésiens et à Ben Bella » pas à ceux qui s'étaient préparés depuis 1955...

L'agent de liaison personnel de Krim est arrêté par la police française qui découvre dans son véhicule des documents rédigés par Ferhat Abbas, ce dernier est convoqué le 26 janvier 1956, il est tout de suite relâché et le 21 février 1956 il part au Caire.

Depuis 1952, les « fellagas » tunisiens<sup>6</sup> de Salah Ben Youssef, en lien avec les maquisards Aurésiens facilitaient l'acheminement d'armes provenant des ports libyens, ensemble ils préparaient un soulèvement Nord-Africain, craignant d'être dépassé par les Yousséfistes, Bourguiba prit contact avec la délégation du FLN le 2 février 1956, ce qui provoqua la colère des Aurésiens.

Le **20 août 1956**, l'éviction volontaire de la Wilaya I du Congrès de la Soummam les fit violemment réagir et en « Mars 1957, Laghrour Abbas, Lazhar Cheriet, Tidjani Athmani, El Bahi El Harrati, Houa Belaïd, Hemimi Aït Zaouche, Abdelmadjid Zaarouri et Mahmoud Mantouri seront remis au CCE, on les reverra plus<sup>7</sup> », à cette époque Abane Ramdane, Krim Belgacem, etc. étaient à la tête du CCE.

Mohamed Harbi décrit le Congrès de la Soummam de la page 160 à la 167<sup>8</sup>, il confirme la véritable mise à l'écart de la Wilaya I et de nombreux révolutionnaires du 1<sup>er</sup> Novembre 1954. Certains témoins, journalistes et historiens le qualifient de « coup d'Etat kabyle ».

« En septembre 1957, la pacification des Monts Nementcha parut suffisamment avancée pour retirer la 13<sup>ème</sup>. Demi-brigade de Légion étrangère. Le massif n'était plus le bastion rebelle qu'il avait été de 1954 à 1956 sous la direction de Laghrour Abbas ...<sup>9</sup> » : « primauté du politique sur le militaire ».

<sup>5</sup> Krim Belgacem, le lion des djebels Amar Hamdani, Balland, 1973

<sup>6</sup> Les Tamiseurs de sable, Aurès-Nemencha 1954-1959, Mohamed Larbi Madaci, ANEP, 2002

<sup>7</sup> Les Viviers de la Libération, Abderrazak Bouhara, Casbah, 2001

<sup>8</sup> Les Archives de la Révolution Algérienne, choisies et commentées par Mohamed Harbi, Jeune Afrique, 1981

<sup>9</sup> La Bataille des Monts Nementcha, Algérie 1954/1962, un cas de guerre subversive et contre-subversive, Dominique Rafale, Economica, 2004

Le deuxième massacre des combattants de la première heure allait se dérouler le **16 mars 1959** lorsque Krim Belgacem décida de l'assassinat en Tunisie de Mostefa Lakhal, Nouaoura Ahmed et de Amouri Mohamed<sup>10</sup> qui refusaient la nomination de Mahmoud Chérif à la tête de leur Wilaya, sans leur avis (lire aussi le livre cité en note 6 qui relate la mise sous tutelle de ces combattants).

L'unité du pays n'est pas à remettre en cause par ces révélations et il ne s'agit pas d'appel à la guerre civile ou d'un appel au régionalisme mais le mythe BTS a servi, aux autres, à masquer ces massacres et à nous culpabiliser voire nous infantiliser.

**Un journaliste occidental s'interrogeait « en août 1958** - qui étaient vraiment responsable dans cette direction collective dont les rivalités internes – non seulement entre politiques et militaires- devaient avoir, à la longue des effets dévastateurs et meurtrières, comme c'est le cas de toutes les directions collectives et tous les mouvements de résistance dirigés de l'extérieur. Cette tension latente entre le FLN et Tunis avait fini par créer des frictions. Il était difficile aux Algériens de s'opposer à l'accord conclu entre de Gaulle et Bourguiba concernant le retrait des troupes françaises, à l'exception de Bizerte. Mais ils constatèrent sans doute avec une certaine amertume que l'on s'était contenté de transférer plusieurs garnisons de l'Extrême Sud de l'autre côté de la frontière pour intensifier la lutte contre le FLN. Lorsque fut annoncé l'accord entre Tunis et la société pétrolière française CREPS, aux termes duquel le pétrole du gisement d'Edjelé, près de la frontière libyenne, que le FLN considérait comme appartenant exclusivement à l'Algérie, devait être acheminé par un pipe-line traversant le Sahara jusqu'au port tunisien de Gabès, la querelle éclata au grand jour. -Bourguiba nous as frappés dans le dos, disaient les jeunes extrémistes de la résistance algérienne dans les rues de Tunis <sup>11</sup>»

## **1956**

**1956**, tracts contre tracts après les militaires, les civils colonialistes financent les outils de la propagande tel ce document de 160 pages « sur les crimes et attentats commis en Algérie par les terroristes »<sup>12</sup>, pensent réussir à faire taire, y compris en France, les voix qui s'élevaient contre les dérives autorisées par la IVème République grâce aux « pouvoirs spéciaux » votés le 12 mars 1956 (par 455 voix pour, dont celles des communistes et uniquement 76 contre) tous les pouvoirs sont délégués aux militaires qui n'ont aucun compte à rendre à qui que ce soit !

François Mauriac, en novembre 1954, écrit dans son « Bloc-notes du journal l'Express : « coûte que coûte, il faut empêcher la police de torturer » cet intellectuel chrétien savait de quoi étaient capable les policiers en périodes troubles, les huit années de guerre nous montrèrent les actes ignobles de militaires déchaînés et racistes.

Ces pleins pouvoirs sont accordés à l'armée coloniale qui devait réussir à démentir le rapport alarmiste du général Parlange, commandant la région des Aurès-Nemencha, le **5 mars 1956**, tous craignaient la perte de la « plus rentable des colonies de l'Empire » : « si des mesures extrêmement énergiques dans le domaine militaire, politique et judiciaires et si des moyens d'action très importants ne sont pas réalisés d'extrême urgence dans le deux prochains mois, l'aggravation sera telle qu'elle mettra en cause notre présence même dans le Sud Constantinois et nous serons alors placés dans l'alternative suivante : ou envisager des replis

---

<sup>10</sup> Colonel des Aurès Nementcha de 1956 à 58 il avait été envoyé en 1958 au Liban et rétrogradé en tant que commandant par le CCE, avant son assassinat.

<sup>11</sup> Les Guerriers d'Allah, 800 millions de musulmans à la conquête du monde, Peter Scholl-Latour, Presses de la Cité, 1986.

<sup>12</sup> Distribuée par l'Union des Comités pour l'unité française dont les bureaux se trouvaient au 45, rue de Naples Paris dans le 8ème arrondissement

et des évacuations, ou mettre en œuvre des moyens infiniment plus importants que ceux que je demande aujourd'hui »

**Le 5 mars 1956** Mostefa Ben Boulaïd est assassiné par le poste de radio piégé et parachuté par les Services secrets français<sup>13</sup>, le colonel François Decorse et le capitaine Krottoff avaient décidé le parachutage du poste piégé.

Les stratèges des officines secrètes, en France et en Algérie, « étaient chargés de nettoyer les récalcitrants » pendant que se déroulaient des rencontres entre des politiques Français, Pierre Commin, Ernest Cazelles et Pierre Herbault (tous socialistes) et des délégués Algériens, Khider, Yazid et Kiouane. La première rencontre eut lieu au Caire, la seconde à Belgrade, la troisième à Rome. Selon certaines sources, les 15 et 16 mars 1956, « il y eut des tractations entre Guy Mollet, Mendès France et Abane Ramdane par l'intermédiaire de Maître Stibbe. ».

Selon le Mémoire adressé par Mohamed Yazid au Secrétaire général de l'ONU le 26 octobre 1956 « Durant les mois de juillet et de septembre 1956, Pierre Commin et d'autres personnes représentant Guy Mollet, en tant que Premier ministre, se sont rencontrés à 5 reprises avec des représentants du FLN... La vérité est que les dirigeants français n'ont pas réellement l'intention de mener des discussions pour une solution du problème algérien dans le sens de l'évolution historique et des aspirations nationales du peuple algérien ».

Le 20 août 56, Congrès de la Soummam auquel se rallient Ferhat Abbas et Abderhamane Farès. Le lieu initial de ce congrès était dans la chaîne des Bibans, l'information ayant été divulguée à l'armée colonialiste, elle s'empressa d'organiser des embuscades très meurtrières pour les combattants algériens qu'elle avait pu repérer, Ouamrane fut blessé au cours d'un accrochage. Un mulet transportant des documents préparatoires de la réunion, effrayé par les bruits des combats s'enfuit du côté de l'armée colonialiste, les congressistes se rendirent dans la vallée de la Soummam où Amirouche et ses hommes assurèrent la protection des hommes et du lieu. Certains mouvements et partis politiques acceptèrent d'intégrer le FLN, les messalistes refusèrent préférant placer discrètement quelques membres et continuer à épauler le pouvoir colonialiste. A la suite de ce congrès, Guy Mollet lance un appel au « cessez-le-feu » auquel répond sans « langue de bois » un tract de l'ALN «... Dormez donc en paix les combattants de l'ALN sont plus que jamais décidés à se battre ».

Le 16 octobre, le bateau Athos, transportant des armes provenant des pays de l'Est achetées par le FLN pour les maquis Algériens, est arraisonné par la marine française, suite à des informations fournies par des indicateurs.

L'année dernière, nous avons rencontré un Algérien habitant au Sahara qui nous a révélé être le fruit d'un viol commis par un membre de la sinistre troupe de « Rouget », ce responsable militaire qu'Abane et Krim avaient envoyé en 1956 pour diriger la wilaya 6 depuis la Kabylie...

**Le 22 octobre 1956**, les « Cinq » responsables Algériens de l'Extérieur devaient se rendre à une réunion maghrébine à Tunis, accompagnés par le Roi du Maroc Mohamed V, dans son avion personnel. Mais le 23 octobre 1956, le Roi se rétracte et met à leur disposition un avion particulier dont une partie de l'équipage étaient des agents des services secrets français. Le **23 octobre**, premier acte de piraterie de l'Histoire de l'aviation mondiale, exécuté par Robert Lacoste, Guy Mollet, Max Lejeune et François Mitterrand, René Coty Président de la République, fut mis au courant après les faits qu'il désapprouve. L'ensemble des responsables politiques et des responsables médiatiques de l'époque applaudissent. Jacques Fauvet écrit dans le Monde « nul n'a reproché au service de l'Armée de l'Air d'avoir déclenché l'opération, ni au Ministre-résident de l'avoir approuvée avant que l'appareil se fût posé. L'un et l'autre ont fait leur métier ... Aucun responsable des Affaires Algériennes, civil ou

<sup>13</sup> Les tamiseurs de sable Aurès-Nemencha 1954/1959, Mohamed Larbi Madaci ANEP, 2001 version aurèsienne qui confirme les sources françaises des services secrets français cités dans ces pages

militaire, ne pouvait hésiter, conséquences heureuses de fait » De nouveau, les bémols n'étaient exprimés que par les rédactions de l'Express, France Observateur et Témoignage chrétien, l'Humanité titrait « acte d'une extrême gravité ». Jacques Chevalier, chef de file des « libéraux mendésistes » déclarait « c'est un coup magnifique. On ne peut encore en augurer les conséquences mais l'opération est formidable » Pendant ce détournement Bourguès Maunoury se réunissait avec des responsables israéliens, à Sèvres près de Paris, pour la préparation de l'attaque commune contre Nasser « qui hébergeait la Rébellion algérienne et avait nationalisé le Canal de Suez »

Selon ce pouvoir colonialiste, ces cinq chefs de « la rébellion » empêchaient les négociations proposées. Le tract rédigé par le FLN/ALN le 24 octobre ne laisse aucune ambiguïté sur les conséquences de ce détournement d'avion « ... Cependant sachez bien que si vous avez arrêté cinq chefs du FLN, note lutte se poursuivra : nous combattons pour une cause sacrée et non pour Ben Bella ou Khider »

Le 22 octobre dans une lettre saisie sur Mohamed Khider, destinée à la Délégation extérieure du FLN et rendu publique par les colonialistes, on peut mesurer la situation dans laquelle se trouvait les résistants Algériens et les menaces qui pesaient sur la réussite de l'indépendance du pays : « un danger nous guette, celui d'analyses et de positions contradictoires entre nous et les frères de l'intérieur et même ceux de France, qui porteraient un coup terrible à la révolution patriotique si elles devenaient publiques » « Il est clair que malgré les mesures pour préserver le caractère clandestin de cette direction, il n'était nullement question de sacrifier les principes de collégialité et de discussions auxquels nous tenions beaucoup après la triste expérience que nous venions de vivre dans le parti »

## 1957

Les indépendantistes Algériens, malgré toutes les vicissitudes rencontrées, ne désarment pas, le pouvoir colonial amplifia les moyens de destruction pensant les mettre à genoux : construction de la Ligne Morice, Plan Challe, extension de la pratique de la « Bleuité » dans les rangs de l'ALN. Les trahisons vont s'accélérer c'est ainsi que le 17 avril 1957, Sahnoun Abdelkader (ALN) se rend avec 2 sections.

Année des élections truquées par Marcel Edmond Naegelin qui fait croire au résultat favorable de 60 % des membres du 2<sup>ème</sup> collège, les benis oui-oui au service du colonialisme. Les Français d'Algérie voulaient rester les maîtres du pays avec quelques Arabes de service, les bénéficiaires de la « discrimination positive » de l'époque.

Le 25 février 1957 Ben M'Hidi est arrêté par la troupe de Bigeard, ce résistant de la première heure sera lâchement assassiné par pendaison dans la nuit du 3 au 4 mars<sup>14</sup> avec le feu vert de François Mitterrand.

**En mai 1957**, l'armée française arrose les civils et les militaires ainsi que les médias, en France et en Algérie, avec cette plaquette de propagande intitulée « aspects véritables sur la rébellion algérienne<sup>15</sup> » Durant la Révolution algérienne, pour cacher ses horreurs commises sur les combattants et sur les civils et connues du grand public, le Pouvoir politique épaulé par les moyens de l'armée et les moyens civils des pro Algérie-Française se dédouant en diffusant cette propagande que n'aurait pas reniée Staline.

Le 28 mai, le Sergent Hocine (ALN) se rend à Melouza accompagné de son groupe pour enquêter sur la mort de son subordonné survenu dans ce lieu quelques jours auparavant, encerclés par des militants du MNA ils ne durent leur salut qu'à la fuite. Mohamedi Saïd mis au courant des faits ordonne le massacre du douar, massacre qui sera exécuté par la troupe d'Amirouche, l'armée colonialiste s'empare de ce règlement de compte et l'instrumentalise au niveau international. Les médias « Algérie Française » mettent au grand jour le parcours de

<sup>14</sup> Services spéciaux Algérie 1955/1957, Général Aussaresses, Perrin, 2001

<sup>15</sup> Edition du Ministère de l'Algérie, Cabinet du Ministre, mai 1957

Mohamedi Saïd « qui fut engagé en juillet 1942 comme travailleur volontaire en Allemagne nazie, instructeur LVF à Berlin, accompagné d'un agent allemand ils seront envoyés en Algérie pour une mission d'espionnage, ils furent arrêtés près de Tébessa et amnistiés à la fin de la guerre.<sup>16</sup> »

Le 28 juin 1957, Robert Lacoste justifie ses agissements et ceux de ses semblables dans Sud-Ouest : « nous avons une révolution devant nous et vous croyez qu'on la combat par des articles dans des hebdomadaires, des négociations, des conférences mondaines. Une révolution se combat par une autre révolution. Si je suis optimiste foncièrement, c'est que je crois à cette autre révolution. C'est pourquoi je demanderai une loi-cadre sur l'Algérie »

Août 1957 au Caire le CCE change de direction, il sera désormais composé de : Krim Belgacem, Abane Ramdane, Ouamrane, Ferhat Abbas, Lamine Debaghine, Boussouf, Ben Tobbal, Mahmoud Chérif et Mehri, le Congrès de la Soummam<sup>17</sup> avait désigné uniquement : Abane Ramdane, Krim Belgacem, Ben M'Hidi, Ben Khedda et Dahlab.

Le 10 décembre 1957, Albert Camus reçoit le prix Nobel de littérature à Stockholm, interpellé par un groupe d'étudiants algériens sur ses choix révélés par ses écrits il répond « je crois en la justice, mais je défendrai ma mère avant la justice » Pour celles et ceux qui doutaient de ses positions colonialistes ils seront informés par ces précisions qui furent éditées en 2002 et médiatisées au maximum en plein retour du révisionnisme : « Il est bon qu'une nation soit assez forte de tradition et d'honneur pour trouver le courage de dénoncer ses propres erreurs. Mais elle ne doit pas oublier les raisons qu'elle peut avoir encore de s'estimer elle-même. Il est dangereux, en tout cas, de lui demander de s'avouer seule coupable et de la vouer à une pénitence perpétuelle<sup>18</sup> »

Selon la thèse « camusienne » l'exploité se doit d'être dans le même camp que son exploitateur. Peut-être que nous aurions pu co-signer sa thèse si nos mémoires ne contenaient plus les images des exploités relégués dans les douars et « les villages noirs » pendant que les exploitateurs se prélassaient dans les villes modernes. Tous les émigrés d'Europe et d'ailleurs qui atterrissaient en Algérie devenaient citoyens français d'office pendant que les autochtones restaient sujets de seconde zone dans leur propre pays.

Le 31 décembre premières livraisons de pétrole saharien à Marseille. Ce pétrole, les privilèges des pieds-noirs et les lieux pour les essais nucléaires français seront la pierre angulaire sur laquelle butera de Gaulle pour trouver une solution « au problème algérien » à son retour en 1958.

## **Document 1**

Depuis juillet 1830, l'effort de scolarisation des « indigènes » est restreint par les gouvernements français successifs mais ils assurent la construction de mosquées, la mise en place d'un clergé musulman non prévu par notre courant, nos pratiques et nos coutumes religieuses. Ces gouvernants institutionnalisent les coutumes de la colonisation turque, c'est-à-dire ils légalisent la domination des « grandes familles maraboutiques et des grandes tentes féodales » sur la population « musulmane ». Cette mise sous tutelle féodale et religieuse renforce les codes juridiques datant du VII<sup>ème</sup>. Siècle pour la population qui n'est pas jugée « digne de la citoyenneté française ».

<sup>16</sup> Quarante après, il sera l'un des « penseurs » de la Direction du FIS ...

<sup>17</sup> Du militant politique au dirigeant militaire, Mémoires, 1946/1962, Ali Kafi, 2002

<sup>18</sup> Chroniques Algériennes, 1939-1958, Albert Camus, Gallimard 2002



En 1926, lorsque naît l'Etoile Nord-africaine (ENA) elle fut tout de suite noyauté par les trotskystes, les islamistes et le culte de la personnalité du Zaïm c'est pour cela qu'elle ne put jamais lancer la flamme de la Libération nationale. Nombre de ses dirigeants et militants animaient d'autres mouvements en Algérie et en France. C'est pourquoi en 1943 deux dirigeants des « scouts musulmans » furent fusillés pour « intelligence avec l'ennemi », pendant que leurs pères ou frères se battaient vaillamment contre les nazis.

Le 16 mars 1946, Ferhat ABBAS prônait son projet de société : « ni assimilation, ni nouveaux maîtres, ni séparatisme... Une jeune démocratie naissante guidée par la grande démocratie française : telle est l'image et l'expression la plus nette de notre mouvement de rénovation algérienne... » Messali Hadj aussi aimait à répéter « La réforme, pas la révolution »...

En 1949, les responsables messalistes exécutent Bennaï Ouali et Amar Ould Hamouda pour « berbérisme » Abane Ramdane, Krim Belgacem, Ouamrane, etc. continueront la route avec Messali Hadj en attendant des jours meilleurs...

Le pouvoir colonialiste ne se trompait pas en s'appuyant sur les Messaliste pour ses basses besognes même lorsqu'il s'agissait de faire tomber des Européens. Jean Ferrandi<sup>19</sup> a raconté dans son livre comment fut tendu le piège pour l'arrestation de Salan « c'est parce que Lavanceau, de la préfecture de police de Paris, avait prétexté une rencontre OAS/MNA » Le MNA fera chanter Bigeard de bonheur : « l'Oranie ne fut jamais autant une région guerrière comme les Aurès et la Kabylie », l'Oranie où l'implantation MNA était plus forte qu'ailleurs.

En mai 1956, le tract distribué par le FLN confirme les idées réformistes et non pas révolutionnaires du MNA « ...L'administration espère, par l'intermédiaire des Abbas, Kiouane et autres Messali arrêter l'action de l'ALN moyennant quelques réformes politiques... » Ces réformettes qui avantageaient d'abord la population européenne puisqu'en 1962, à Alger, exerceraient 30 médecins pour 100 000 habitants alors que dans l'Aurès ils y en étaient 6 pour le même nombre d'habitants. Le messalisme retardera les négociations qui devaient faire aboutir à l'indépendance nationale. Le 30 mars 1961, lorsque M Joxe avoua qu'il informait chaque fois Messali Hadj sur les pourparlers qu'il menait avec le GPRA, il dut replier son cartable et changer d'optique avant le retour à la table de négociations avec les indépendantistes algériens.

Aujourd'hui, ceux qui continuent à travestir la réalité de Messali Hadj et du messalisme sont surtout Benjamin Stora et Jacques Simon, juifs pieds-noirs et anciens militants trotskystes.

Ces deux militants mettent sous secret la responsabilité de membres de leur communauté d'origine dans la colonisation, la ségrégation raciale et l'exclusion sociale des Algériens, lorsque des écrits le révèlent l'anathème habituel fuse : antisémitisme.

Jacques Simon, compilateur de documents destinés à semer la confusion est un passionné aveugle voire un apologiste de Messali. Il continue d'influencer les étudiants algériens par des méthodes de travail dont les sources principales sont des sources ou journaux ne présentant aucune garantie de sérieux scientifique, juste du discours sans rigueur ou des déclarations d'occasion n'ayant que des rapports très éloignés avec le sujet traité. Très vite ses exemples mettent en lumière ses procédés à savoir : ses idées sur la question ou son expérience personnelle qui lui permettent d'affirmer quelquefois des énormités sur la Révolution Algérienne et qui laissent les étudiants Algériens désespérés. A défaut d'autres professeurs « spécialiste es Algérie » ces étudiants sont obligés de s'incliner sans discussion

---

<sup>19</sup> 600 jours avec Salan et l'OAS, Fayard 1969

Lorsque toutes les sources seront accessibles, elles viendront combler les lacunes actuelles, éviter les pièges des manipulations et permettre de saisir le but des instrumentalisation militantes.

Quant à Benjamin Stora, ses « arguments » savamment construits sèment volontairement la confusion auprès des étudiants mais aussi des institutions privées et publiques qui l'invitent, en tant que consultant rémunéré, pour les informer sur « l'Algérie, passé, présent et futur » Or, son credo aussi sacré que celui des textes religieux s'affirme ainsi : « Les Algériens se sont battus lors de la première guerre civile de 1954 à 1962 et durant la deuxième guerre civile de 1990 à 1999 ». La lecture de ces quelques lignes tirées de son ouvrage<sup>20</sup> destiné au étudiants de Sciences Po. révèlent comment mentalement Stora est encore formaté sur sa puissance et les faiblesse des « indigènes » : « Le retour de ces leaders, tous victimes de violence entre Algériens, témoigne du caractère indestructible de certaines réalités de la guerre d'indépendance algérienne : ses origines lointaines, socialiste et arabo-musulmane, avec Messali Hadj, ses aspects composites et kabyles avec la personnalité de Krim Belgacem ; ou ses refus de domination du militaire sur le politique, comme en témoigne le combat livré (et perdu) par Abane Ramdane. Mais ce « retour » s'inscrit dans des lieux qui doivent être « regardés » Ces lieux choisis par le pouvoir algérien sont des espaces de communication, de modernité, de circulation rapide et de déplacements. Ils sont aussi des lieux-frontières, intermédiaires, sorte de no man's land, où l'on arrive, bien sûr, mais où il faut être prêt à repartir » Etonnante chute de pensée concernant ces « no man's land où il faut être prêt à repartir » Pourquoi ne fait-il pas le rapprochement avec d'autres aéroports tels l'Aéroport Ben Gourion, un des père fondateur d'Israël, l'Aéroport J F Kennedy qui a redonné une puissance interne et externe aux USA et éviter la troisième guerre mondiale souhaitée par les « faucons », l'Aéroport Charles de Gaulle qui, à deux reprises, sortit la France du borbier dans lequel « la gauche caviar » l'avait enfoncée. Selon Stora dans des aéroports on ne dépose que des figures « maudites » de l'histoire contemporaine. Toujours selon ce « spécialiste ès Algérie », il a donc fallu « l'enlèvement dans une guerre fratricide pour que les Algériens redécouvrent le père du nationalisme algérien Messali Hadj » Où, combien et quelles générations d'Algériens a-t-il interrogés qui ne se souviennent pas du MNA et de sa collaboration avec les autorités coloniales ? Pourquoi ne se pose-t-il pas de questions sur le retour de Bouteflika, seulement le 15 avril 1999, de son émigration dorée dans les pays théocratiques qui finançaient et soutenaient les islamistes ? Pourquoi deux mois après ce retour, le 6 juin 1999, l' AIS déclarait déposer les armes, Bouteflika président de l'Algérie les nazillons verts n'avaient-ils donc plus de raison de mettre le pays à feu et à sang ? Dans sa bibliographie, il ignore volontairement les livres de Richard Labevière, celui de Amir Taheri<sup>21</sup> et des milliers d'autres auteurs qui ne sont pas dans la pensée de San Egidio et du « qui tue qui tue », pourquoi, qui protège-t-il ? Les premiers attentats islamistes n'ont-ils pas eu lieu à Paris en 1986 bien avant « sa deuxième guerre civile de 1990-2000 » ?

Est-ce un hasard s'il ne se souvient pas non plus de ce qui s'est passé en août 1944 pour comparer honnêtement sa thèse « de guerre civile » :

- qu'en août 1944 ce sont les planqués dans les caves françaises qui ont tondu les françaises « ayant couché avec l'ennemi », les Résistants Français qui furent victimes de la folie d'Hitler et des conséquences de la crise de 1929 ne pouvaient pas bouger vu leur état ;
- du « fleuve de sang » qui coulait des 68 000 ou 105 000 exécutions sommaires de 1944 (selon les sources)
- des règlements personnels entre les résistants de la dernière heure

<sup>20</sup>La guerre invisible Algérie, années 90, Presse de Sciences Po, 2001

<sup>21</sup> La terre sacrée, Edition Messinger, 1987

- des tribunaux qui siégeaient quotidiennement
  - des Ordonnances de 1944 concernant l'épuration «de l'indignité nationale »
- Est-ce que les Algériens pratiquèrent en 1962 cette « guerre civile » si chère à Stora?  
Adjoul Adjoul et Ali Kerbadou qui se sont rendus à l'armée colonialiste sont morts de vieillesse en Algérie plusieurs décennies après le 5 juillet 1952, est-ce à dire que ce spécialiste des « guerres civiles algériennes » ignore ces deux harkis pourtant célèbres ?  
Mémoire bien sélective ou amnésie sélective chez Stora ou les deux à la fois ?

### Document 2 à 5

Les crises financière internationales, les guerres mondiales et les décolonisations firent craquer les certitudes du vieux monde, d'autres frontières furent tracées et d'autres utopies jaillirent au début du vingtième siècle. Le vingt et unième s'ouvre avec d'autres conflits, d'autres puissances et la renaissance des vieux remèdes aux misères de l'humanité : les religions et les sectarismes. Récemment, un universitaire Egyptien plaisantait par cette boutade : « l'Empire américain, au début du vingtième siècle avait, comme le prophète Abraham, un fils légal : Israël et un adultérin : l'Arabie Saoudite, au vingt et unième siècle il a deux petit-fils légaux : ses sectes prolifiques et l'intégrisme juif et un petit-fils adultérin : l'intégrisme islamiste. Actuellement père, fils et petit-fils nous entraînent dans leurs ravageuses batailles familiales ».

L'Algérie, sa Révolution et ses enfants subirent et subissent les conséquences de ces nouveaux impérialismes qui traversaient différemment les responsables politiques Algériens pendant la Révolution.

Le petit-fils adultérin violera, à différentes époques, ce que la Première Constitution Algérienne du 8 septembre 1963 permettait de libertés aux Algériens et Algériennes. En effet dans son Préambule elle stipule : « l'Algérie se doit d'affirmer que la langue arabe est la langue nationale et officielle et qu'elle tient sa force spirituelle essentielle de l'Islam ; **toutefois la République garantit à chacun le respect de ses opinions, de ses croyances et le libre exercice des cultes** » Ces promesses sont reprises par l'Article 4 de cette Constitution mais elles subirent les coups de boutoir des islamistes dès le premier jour de sa naissance.

Robert Merle, dans sa biographie sur Ben Bella, dévoilera les complexes que celui-ci éprouva face à un auditoire arabe «En 1953, je me souviens que la première fois, que j'exposai devant la Ligue arabe la situation en Algérie, je dus faire mon exposé en français. Le français, est une langue magnifique, mais utilisée en un tel lieu, elle produisit un effet désastreux. Quel scandale ce fut. Quel sacrilège. Tandis que je parlais devant mes frères arabes, je voyais, leur visage se crispier sous l'effet de la stupeur. Je comprenais leurs sentiments l'arabe est à la fois le moyen et le drapeau de notre fraternité. Mais qu'y pouvais-je ? J'étais un homme de la masse, et la masse algérienne, plongée depuis tant de siècles dans la nuit, avait désappris la noble langue des origines » Comment ne pas se désoler devant l'inculture nationale et la personnalité fragilisée de Ben Bella. La langue d'origine des Nord Africains est le berbère, langue parlée aujourd'hui dans plusieurs régions d'Afrique du Nord. Ben Bella oublie aussi de préciser que la colonisation turque n'a scolarisé et favorisé que ses « beni oui-oui », la valeur du Trésor d'Alger ne venait certainement pas de la sueur et du sang des occupants ottomans... Son admiration pour les mollahs iraniens n'offre pas de lui une grande vision de progressiste.

En novembre 1981, chez son avocate à Neuilly-sur-Seine, il répond à un journaliste :

« Lorsque je l'approuvai en définissant le marxisme comme une hérésie judéo-chrétienne tardive, il me dit textuellement :

- le marxisme est le fils dénaturé du christianisme. Mais vous comprendrez que je ne peux faire une telle déclaration en public...

- est-il exact que vous êtes fasciné par l'expérience de Khomeiny en Iran ?

Ben Bella acquiesça sans la moindre hésitation :

- la renaissance de notre véritable personnalité islamique et notre enracinement dans les valeurs traditionnelles sont plus importants que le développement économique... »

A ses yeux, il était indispensable pour l'Algérie de réintroduire la charia, le droit islamique. La jeunesse se tournait de plus en plus vers l'intégrisme islamique. L'Algérie allait retrouver elle aussi le chemin de l'identité islamique pure<sup>22</sup> »

En 1995, pendant que le peuple Algérien se débattait, seul, face aux nazillons verts, Ben Bella participait à San Egidio<sup>23</sup> à la préparation du coup d'Etat de ces fascistes qui voulaient remettre le trône à Bouteflika, vendre le pays et ses richesses aux USA et à leurs enfants légaux et adultérins réunis.

Le second dirigeant de l'Algérie indépendante regardait le monde et le peuple Algérien avec des lunettes plus solides que les lentilles fêlées de Ben Bella. « Le pouvoir ! Je sais bien qu'on crachera un jour sur ma tombe comme on crache sur celle de tous les dirigeants quand ils ne sont plus à pouvoir<sup>24</sup> », déclaration de Boumediene.

Le Monde lui avait accordé une large couverture lors du Sommet islamique de Lahore en 1974 : « Les expériences humaines dans nombre de régions du monde ont démontré que les liens spirituels, qu'ils soient islamiques ou chrétiens, n'ont pas pu résister aux coups de boutoir de la pauvreté et de l'ignorance, pour la simple raison que les hommes ne veulent pas aller au paradis le ventre creux. C'est là le fond du problème. Un peuple qui a faim n'a pas besoin d'écouter des versets ... Les peuples qui ont faim ont besoin de pain ; les peuples ignorants de savoir ; les peuples malades d'hôpitaux<sup>25</sup> »

A sa mort le règne des réactionnaires et des féodaux, qu'il méprisait tant, envahit les quatre coins de la planète et il se vautre en Algérie sans aucune pudeur...

### **Document 5 - juin 59**

A l'Indépendance, ce furent les enfants scolarisés et diplômés des féodaux qui dirigèrent le pays et ses institutions internationales, manquant de cadres il ne put éviter ce piège. En 1963, il y avait plus d'Algériens vivant et travaillant dans les structures étatiques algériennes possédant la double nationalité que d'immigrés, même ceux nés en France. L'Amicale des Algériens en Europe et les Consulats interdisaient « aux patriotes de se vendre pour un bout de papier », les conséquences de ce discours ne furent jamais chiffrées et dévoilées...

### **Document 6 - Messali Hadj**

Aujourd'hui comme hier, les militants messalistes ont coulé une chape de plomb qui ne permet pas l'émergence de recherches sur le mouvement de l'Etoile Nord-Africaine. De nombreux fondateurs restent méconnus tel Ali El Hammami qui fut expulsé en Egypte et interdit de séjour en Algérie par le pouvoir colonialiste.

En 2002, des sources françaises qui n'ont provoqué aucune réaction ont dévoilé que « **Messali Hadj**, de 1945 à 1954 sous le nom de M. Louis fut un informateur des Services secrets

<sup>22</sup> Les Guerriers d'Allah, 800 millions de musulmans à la conquête du monde, Peter Scholl-Latour, Presses de la Cité, 1986.

<sup>23</sup> P 193 à 204, Les dollars de la terreur, les USA et les islamistes, Richard Labévière, Grasset, 1999

<sup>24</sup> Un Algérien nommé Boumediene, Ania François et Jean Pierre Serini, Stock, 1976

<sup>25</sup> Boumediene, au Sommet islamique de Lahore, le Monde 28/12/1974

français » Pour les militants du FLN et leurs descendants, en France et en Algérie, la collaboration MNA/Services français ne s'arrêta pas en 1954. Mohamed Méchari dans le journal El Watan du 7/4/2007 répond aux nostalgiques des idées du MNA « avec des si on met Paris en bouteille » quels furent les résultats obtenus par les démarcheurs politiques auprès des autorités coloniales de 1926 à 1954 ? »

Dans le numéro spécial « Algérie » du Monde du 23 au 30 novembre 1955, Philippe Minary prévoyait : « qu'à ce rythme, l'ensemble de la population (indigène) serait scolarisée dans 120 ans » il parlait des chiffres en se basant sur les données démographiques de l'année 1955, or, de 1962 à 2007 les Algériens se sont multipliés par 4. Les « réformistes MNA » et consorts vivaient selon leur milieu privilégié de « beni oui-oui » pas suivant la réalité des indigènes. La preuve du décalage du « zaïm » se retrouve entre autres sources dans sa déclaration du **10 juillet 1959** « je vous demande de cesser les luttes fratricides », pour lui les frères étaient les colonisateurs et les colonisés.

Le 29 juillet 1957, Le général Salan et le colonel Verrières lancent l'opération « Oliviers », ils envoient le capitaine Pineau former, dans le djebel Amour, le maquis MNA de Mohamed Bellounis. Selon ses parrains cette 3<sup>ème</sup> force composée de 200 hommes et baptisée « ANPA » devait semer la confusion parmi les Algériens qui aidaient l'ALN. Cette troupe MNA bénéficiait d'un budget mensuel de 70 millions de francs (de l'époque), le 14 juillet 1958 le 3<sup>ème</sup> régiment de parachutistes l'élimine après l'avoir jugée peu rentable. L'armée coloniale ne se suffit pas de cet échec puisque, toujours dans le cadre de sa « guerre psychologique » elle mit en place « le mouvement solidaire des femmes « musulmanes » (MSF) qui demeura une baudruche vide.

D'anciens militants messalistes, vivant en Franche-Comté, ont raconté avoir été surpris de découvrir le parcours d'abord trotskyste de Messali qui évolua par la suite vers l'islamisme, après son retour de son voyage en Egypte en 1926, lors de la création des Frères Musulmans qui étaient soutenus financièrement par la CIA.

### **Document 7 - Main Rouge**

Dès 1919, Edgar Hoover invente le FBI pour traquer l'ennemi de l'intérieur : « les Rouges <sup>26</sup> » Roger Wybot formé par les Américains va s'inspirer de leurs méthodes de travail pour mobiliser, durant la révolution algérienne, les autres services de police : Sécurité Publique, Police Judiciaire, Renseignements Généraux, etc. Il se servira aussi des groupuscules d'extrême-droite, les ancêtres de l'OAS<sup>27</sup>

Parmi ces groupuscules, on peut citer « Main Rouge », création des colons extrémistes en 1952, en Tunisie. Le 5 décembre 1952 ses tueurs massacrent Farhat Hached<sup>28</sup> syndicaliste de l'UGTT (syndicat nationaliste tunisien). En 1955, ils tentent d'assassiner Ben Bella à l'hôtel Mehari de Tripoli. En 1956, En Tunisie, Ben Bella échappa de justesse à un attentat perpétré par Jean David, colon tunisien au service de la Main Rouge<sup>29</sup>

<sup>26</sup> Roger Wybot et la bataille pour la DST, Philippe Bernert, Presses de la Cité, 1975

<sup>27</sup> Créé par le fasciste Pierre Lagailarde à Madrid en 1961

<sup>28</sup> Page 3 une liste d'assassinats et d'attentats en Tunisie de juin à décembre 1952 prouvent l'ampleur de cette pieuvre : « La Révolution prolétarienne, N°369, janvier 1953.

<sup>29</sup> Robert Merle dans sa biographie sur Ben Bella « Je me souviens »

Ce groupuscule fut repris en mains par Constantin Melnik<sup>30</sup> pour agir pendant la révolution Algérienne « Ainsi, la Main Rouge, manipulée de bout en bout par le SDECE, fut bien autre chose qu'une chasse à l'homme organisée par un groupe de fanatiques. Elles n'est pas non plus la seule opération du SDECE hors Algérie<sup>31</sup> » Malgré leurs « cocorico » de satisfaction, ces différents services rencontrent de retentissants échecs, ainsi « en octobre 1956 le commissaire Lassable de la DST croit pouvoir monter un contre-maquis dans l'orléansvillois, grâce à l'un de ses indicateurs qu'on surnomme Kobus, de son vrai nom Derviche. On l'aide à recruter des maquisards. Début 1957, ils sont 400 et agissent sous la tutelle du capitaine Pierre Heux, du BEL. Mais à l'insu de ce dernier, Omar Oussedik, le dynamique responsable du secteur « renseignements de la Wilaya IV de l'ALN, les a recrutés. Résultat : l'Armée de libération nationale (ALN) récupère armes et combattants. Kobus, l'agent double, est toujours le dindon de la farce il sera exécuté par ses nouveaux alliés.

Une autre source cite ceci : « KOBUS, de son vrai nom Belhadj Djilali Abdlkader, le Bachagha Boualem<sup>32</sup> et le capitaine Conill créèrent en 1957 le maquis MNA anti-FLN, l'armée française finançait ses 1 50 hommes jusqu'en 1958 lorsqu'il fut supprimé dès le retour du général de Gaulle »

« L'écrasement de la rébellion ne pouvait que ramener le statu-quo politique antérieur, sans rien régler, mais en introduisant un degré de haine raciale sans aucune mesure avec le degré antérieur. Or c'est ce que n'ont pas compris les gouvernements qui se sont succédés de 1954 à 1958<sup>33</sup> »

#### **Documents 8 et 9 - lettres à Mme et M Kroutechey**

Dans ces deux lettres on peut voir comment les courants islamistes et progressistes imprégnaient les résistants et les différentes structures Algériennes de l'époque.

Celle datée du 25 mars 1960, signée par l'UGMA, affirme : « Et le peuple algérien dont les fils s'appelèrent Ibn Khaldoun, Ibn Hani, Abdelkader et Ibn Moheddine<sup>34</sup>... » elle nous prouve la tendance islamiste de ce syndicat alors que la version de la 7<sup>ème</sup> Wilaya<sup>35</sup> se réfère au progressisme et à l'âme des Algériens dans leur diversité régionale et sexuelle: « Le peuple algérien dont les enfants, s'appellent Ben M'Hidi, Amirouche et Djamila Bouhired... ».

Jacques Soustelle, malgré ses atermoiements, reconnaîtra que « la question algérienne » dépassait le cadre Algéro-Français. Lors de sa conférence du 2 mars 1956, au colloque dirigé par A. David « vérité sur l'Algérie » à Paris, il fait remarquer à son auditoire: « Il n'est pas de question internationale, économique, intérieure, constitutionnelle même, qui d'une manière ou de l'autre, ne débouche sur l'Algérie... »

Les indépendantistes Algériens, conscients des forces en présence, ne s'étaient pas limités aux combats dans les maquis, dans les villes et avec l'émigration. D'autres dimensions avaient été intégrées dans leurs plans de batailles, en particulier, la bataille de la reconnaissance au niveau international de leur Révolution, donc ils cherchèrent des soutiens y compris dans le camp communiste.

---

<sup>30</sup> Constantin Melnik formé par les services américains de la Rand Corporation (et ami de François de Grossouvre proche de François Mitterrand) Un espion dans le siècle, Plon, 1994 et La mort était dans leur mission, Plon, 1996

<sup>31</sup> La Piscine, les services secrets français, 1944-1984, Roger Faligot et Pascal Krop, Seuil, 1985

<sup>32</sup> avec son bataillon de harkis fut un allié de poids de l'armée colonialiste

<sup>33</sup> Général du contingent, en Algérie 1960/62, Général Charles Ailleret, Grasset, 1998

<sup>34</sup> Algériens oui, mais leurs ancêtres venaient du Moyen-Orient, Ibn Khaldoun lui-même a revendiqué, dans ses écrits, ses ancêtres yéménites

<sup>35</sup> « Français le savez-vous ? La vie quotidienne des travailleurs Algériens en France », Edition Fédération de France FLN août 1960

A Bandoeng « A la séance inaugurale, le 4 août 1959, les neuf Etats décidaient à l'unanimité d'admettre, à titre de délégués, les représentants du GPRA et, le lendemain le drapeau des insurgés était hissé à Monrovia. « Acte de courtoisie » n'affectant en aucune façon la position du gouvernement libérien s'empressait de déclarer le Président Tubman, mais geste d'une portée internationale considérable, d'autant que tous les autres délégués, à l'exception du délégué éthiopien, s'étendirent longuement sur la « guerre d'extermination » menée par la France en Algérie. La résolution sur l'Algérie invitait notamment les puissances de l'OTAN à faire pression sur le gouvernement français, dénonçait l'emploi de troupes africaines en Algérie et pressait les gouvernements indépendants d'Afrique d'aider le GPRA.<sup>36</sup> »

Le 31 octobre 1959 Krouchtchev approuve devant le Soviet Suprême la politique d'autodétermination française pour l'Algérie. Le 28 septembre 1960 la délégation du GPRA se rend à Moscou pour lui expliquer les positions des indépendantistes Algériens, qui ne correspondaient pas aux visions françaises, ensuite ils partent pour Pékin.

Le 13 novembre 1959 l'Assemblée générale de l'ONU ne donne pas suite à la motion afro-asiatique exigeant l'ouverture de pourparlers entre la France et le GPRA, les USA s'étant abstenus, il manquait la majorité des 2/3 nécessaires. Un ouvrage<sup>37</sup> récent divulgue la politique américaine face à la Révolution Algérienne.

L'optique de l'indépendance nationale est reprécisée dans cette lettre adressée par la 7<sup>ème</sup> Wilaya : ...la Fédération de France FLN est-elle persuadée que vous ne négligerez aucun effort pour amener le gouvernement français, à envisager sincèrement la question algérienne dans l'esprit de notre époque c'est-à-dire dans le respect des droits des peuples à disposer **réellement** d'eux-mêmes »

#### **Document 10 - partition du pays**

Il est à signaler que celles et ceux qui crachent sur le FLN d'hier à aujourd'hui sont ceux qui avaient intérêt à ce que l'Algérie se retrouve dans la situation palestinienne (depuis 1948) ou celle de l'Irak aujourd'hui.

Quelques rappels s'imposent afin de leur rafraîchir les mémoires et leur dire « nous n'avons pas oublié »

A la dernière rencontre du 3 septembre 1956, entre les Français et les Algériens, Pierre Herbault lit aux délégués algériens les propositions du Gouvernement français « ...Seront déclarées de la compétence commune (Français/Algériens) :

- « 1 – les libertés publiques et les droits individuels,
- 2 – les questions militaires,
- 3- les Affaires extérieures,
- 4- la planification économiques et les problèmes financiers,
- les autres matières relevant de la compétence de l'Exécutif et du Législatif algérien... »

Ces solutions prônaient «la primauté du politique sur le militaire », solutions qui étaient aussi souhaités par Mohamed V et par Bourguiba, qui pressaient les Algériens d'accepter ces propositions. Aujourd'hui nous savons pour quels intérêts les 2 monarques s'activaient.

<sup>36</sup>Bandoeng, et le réveil des peuples colonisés, Odette Guitard, PUF Que sais-je, 1961.

<sup>37</sup> Les Etats-Unis et la guerre d'Algérie, Irwin M Wall, Soleb, 2006 (instructif aussi son « l'influence Américaine sur la politique française 1945-1954, Balland, 1989)

Octobre 1956, Maurice Papon, préfet de Constantine, demande à Michel Aurillac<sup>38</sup> Chargé de mission à son Cabinet de travailler pour organiser la partition de l'Algérie : « Je suis arrivé à la conviction- nous sommes en octobre 1956- que la guerre d'Algérie est sans issue . . . Il faut donc créer des régions autonomes qui seront en quelque sorte fédérées, mais la population musulmane trouvera des régions où elle sera complètement chez elle. Il en sera de même pour les pieds-noirs... » Conviction que l'on peut qualifier sans se tromper de « Fonds baptismaux » de la loi du 5 février 1958 « portant statut de l'Algérie »

Un plan tout aussi lumineux fut le « plan Hersant<sup>39</sup> » proposition de résolution déposée sur le bureau de l'Assemblée Nationale le 28 février 1957 par Messieurs Hersant, André Hugues, Naudet membres du groupe radical et de M. de Lipkowski, apparenté. Cette déclaration du Bureau du parti Radical « estime que la proposition de résolution de Messieurs Hersant, André Hugues, Naudet et de M. de Lipkowski, et qui tend au partage de l'Algérie, est incompatible avec les positions définies par le parti dans ses congrès et comités exécutifs, et décide de saisir le congrès extraordinaire d'une proposition destinée à éviter le retour de semblables initiatives parlementaires prises par des députés radicaux en dehors du groupe »

Le 7 mars 1957, une nouvelle partition est proposée sous la forme d'une tribune libre par Alain Peyrefitte. Il en a même dessiné la carte en page 193 de son livre<sup>40</sup> :

- 1 Territoire autonome de Tlemcen composé du département de Tlemcen et une partie de l'arrondissement de Aïn Temchounet,
- 2 République Autonome du Constantinois comprenant les départements de Constantine, Bône, Batna, Sétif, Tizi-Ouzou, Médéa et Biskra
- 3 Province Française de l'Algérois-Oranais à unir à la mère patrie doublée des régions sahariennes

Dans la page 314 on peut y lire la déclaration de Mabrouk Kouara (adjoint de Krim Belgacem, commissaire aux Affaires étrangères) et d'autres fonctionnaires du GPRA ralliés, au printemps 1960, à la politique d'autodétermination française.

En 1960 apparaît le Cercle d'Etudes Algériennes qui est constitué par des hommes et des femmes : « il y a des israélites, des chrétiens et des musulmans » qui demandent : « Et que sont les découvertes déjà faites auprès de celles que cachent encore les ergs et les hamadas ? Procurez-vous une carte du Sahara et placez-y quatre petites taches : Hassi-Messaoud, Hassi-R'mel, Edjelé, Tiguentourine. Puis regardez ce qui reste... Ne pensez-vous pas, dans ces conditions que vos milliards soient bien placés ?<sup>41</sup> »

Le 20 mai 1961 « ... Dès Evian<sup>1</sup>, Saad Dahlab a repris une formule lancée par Olivier Guichard : « essayons de résoudre sur le plan économique un problème politique » Mais Krim est intervenu alors pour couper court » raconte Bernard Tricot dans ses Mémoires<sup>42</sup>.

Le projet initial du statut du Sahara était de ne pas l'inclure dans l'Etat algérien à naître et d'en faire « un bassin de copropriété » pour l'ensemble des pays « riverains » et pour la France qui y avait investi beaucoup de capitaux et d'efforts « ... cette idée du « bassin de

<sup>38</sup> Histoire et archive, la Quatrième République, des témoins pour l'histoire 1947/1997 (société des amis des archives de France)

<sup>39</sup> Tribune Libre « Faut-il partager l'Algérie » par Alain Peyrefitte, Plon, 1962

<sup>40</sup> Faut-il partager l'Algérie ? Plon, 1962

<sup>41</sup> Lettres à un métropolitain, Edition Regireie, Alger, 1960.

<sup>42</sup> Mémoires, Bernard Tricot, Quai Voltaire, 1994



copropriété » était né dans les dernières années de la IV<sup>ème</sup>. République » Selon Bernard Tricot. Les « frères arabes » qui aidèrent la Révolution Algérienne ne le faisaient pas par solidarité régionale ou fraternité politique encore moins par charité coranique.

Le 5 juillet 1961, « Journée nationale contre la partition » organisée par le FLN en Algérie, résultat de la répression colonialiste : une centaine de morts et plus de trois cent blessés parmi la population « indigène ».

L'OAS organise et réussit plus de 1 200 attentats, uniquement du 1<sup>er</sup> avril à la fin août 1961, sur l'ensemble du territoire algérien après le discours du général de Gaulle parlant de « désengagement en Algérie ». Mendès France propose « un gouvernement de deux mois sous tutelle française pour éviter la guerre civile » alors que l'hydre fasciste traversait la Méditerranée mettant en danger le Président de la République française, l'ensemble des institutions républicaines et les population immigrée et française .

Selon les Accords d'Evian le pétrole algérien ne rapportera à l'Algérie indépendante que le 20<sup>ème</sup> de son budget, ce pétrole qui « représentait le sang des résistants Algériens avec lequel ils ont arrosé leur terre ancestrale » Boumediene.

### **Document 11, IV<sup>ème</sup> République**

Elle connut 22 crises en 12 ans et 3 Présidents du Conseil en 1 an, à cause de la Révolution Algérienne, Guy Mollet, Bourguès-Maunory et Félix Gaillard, ce qui fit écrire à Sirius « ...confondre indéfiniment l'art de gouverner avec celui de biaiser, de tricher, de mentir...<sup>43</sup> »

Le plus bel exemple de supercherie de la IV<sup>ème</sup> République fut la création de « La Commission de sauvegarde des droits et libertés en Algérie ». Commission assurément composée de sourds et d'aveugles car ils furent incapable de reconnaître les tortures infligées aux « indigènes », les exécutions sommaires style « corvée de bois » et autres raffinements sadiques de l'armée colonialiste. L'armée ayant tous les pouvoirs accordés par la loi de 1956, cette Commission n'était en fait qu'un alibi de propagande aux yeux du monde, spécialité très prisée et pratiquée par François Mitterrand. Cette république bananière connue les pires scandales financiers tel celui du trafic des piastres, le règne de Mitterrand à partir de 1982 renouera avec les mêmes pratiques.

### **Document 12 - 27/4/61 putsch OAS**

9 mai 1958, Communiqué officiel de la X<sup>ème</sup> région militaire d'Alger : « les « rebelles » ont perdu, du 1<sup>er</sup> janvier au 1 mai 1958, 15 000 hommes » Le même jour, les généraux Jouhaud, Allard, Massu et l'amiral Auboyau adressent un télégramme à Pflimlin (à Matignon) : « l'armée française d'une façon unanime, sentirait comme un outrage l'abandon de ce patrimoine national. On ne saurait préjuger sa réaction de désespoir... » L'analyse de ces deux documents corroborent la méfiance des historiens face aux sources militaires, dans le cas présent il y a d'un côté un cri de victoire militaire et de l'autre un désespoir qui se transforme en menace de coup d'Etat.

Bernard Tricot dressera un bilan sans concessions des putschistes : « S'agissant du bilan des idéologues de la guerre subversive, Colonel Trinquier, Argoud, Broizat, Godard et autres revanchards de la perte de l'Indochine il a été désastreux... Ils sont responsables de

---

<sup>43</sup> Sirius, le Monde du 15/5/1958

l'effondrement de la IV<sup>ème</sup>. République, comme, plus tard, du putsch des généraux. Ce dernier échec leur fut fatal<sup>44</sup> »

Du 24 janvier au 1<sup>er</sup> février 1961 « semaine des barricades » qui mettra fin aux contacts de Gaulle avec le GPRA, les colonialistes ne voulaient pas abandonner leurs privilèges.

Du 21 au 22 avril 1961, tentative de Coup d'Etat conduit par Challe, Jouhaud, Salan et Zeller qui étaient les responsables de l'armée. Le 25 avril 1961 la partie républicaine du peuple de France, quelques éléments républicains de l'Armée et de la police n'avaient pas voulu de ce coup d'Etat. Challe et Zeller se rendent, les autres OAS accentue leur terreur amplifiant le fossé entre citoyens français et « sujets indigènes ». Le 7 mars 1962, ils assassinent Camille Blanc Maire d'Evian pour faire échouer les négociations entre les représentants Français et les représentants Algériens. Mars 1962 « ... les bibliothèques universitaires, les locaux scolaires étaient les cibles favorites de l'OAS<sup>45</sup> » Les assassins de l'OAS ont pratiqué la politique de « la terre brûlée », le 26 juin 1962, à Oran ils pillent six banques qu'ils vident en une heure.

Aucune entrave ne fera reculer les indépendantistes algériens pour aboutir aux négociations des Rousses et d'Evian<sup>46</sup> et à la signature du « cessez-le feu », le 19 mars 1962. Le 19 mai 1962 exode des pieds-noirs malgré les consignes de l'OAS après son accord avec le FLN le 18 mai 1962.

« Du côté FLN nous étions bien informés. Après 7 années d'effort un capital étonnant de renseignements avait été accumulé et de nombreuses et sûres filières en amenaient tous les jours de nouveaux ; Par ailleurs, entraînés à un travail qui les intéressait, équipés pour cette activité, disposant de fichiers considérables, de cartes à jouer, de moyens d'investigations puissants, les 2<sup>èmes</sup> Bureaux des états-majors se passionnaient pour cette recherche et cette exploitation du renseignement qui pendant si longtemps avaient été à la base des succès remportés par nos troupes. Au contraire jamais aucun effort n'avait été fait dans le sens du renseignement sur les activistes. Aucun fichier, aucune documentation n'existait. Aucun moyen de recherche non plus. Seules les polices auraient pu recueillir des renseignements si elles n'avaient pas, à l'exception de quelques équipes de policiers courageux venus de métropole, comme celle du commissaire Grassien, été toutes composées de pieds-noirs ou d'assimilés favorables à l'activisme, sinon formées de membres de l'OAS »

Bernard Tricot : « l'OAS pratique la « terre brûlée » ce qui précipite les Européens vers le départ, tout en proclamant d'abord le contraire, ce ne fut pas le moindre méfait de l'OAS »

En 1982, François Mitterrand réintègre dans l'armée française, avec tous leurs avantages, les putschistes : Edmond Jouhaud, Raoul Salan, Maurice Challe et André Zeller.

### **Document 13 - syndicats**

Les travailleurs Algériens adhèrent à la CGT dès 1914-18, les grandes crises du capitalisme avaient fait comprendre aux prolétaires que leurs bourreaux suceraient leur sang et leur sueur voire les diviser à l'occasion pour un même but : enrichissement des plus riches, exploitation

<sup>44</sup> Les Blancs s'en vont Pierre Mesmer, Albin Michel, 1999

<sup>45</sup> Mémoires, Bernard Tricot, Quai Voltaire, 1994

<sup>46</sup> Carnets politiques e la guerre d'Algérie, Robert Buron, Plon, 1965

des plus pauvres. Les salariés Algériens prirent très vite conscience qu'ils composaient une caste encore plus exploitable que les prolétaires occidentaux d'où leurs engagements dans des structures « plus communautaires », ou dans certains cas un double engagement.

Le 9 juin 1960 l'UNEF et l'UGEMA se rencontrent et demandent des négociations sur l'autodétermination.

Le 6 septembre est diffusée dans les médias la « Déclaration des 121 » pour le « droit à l'insoumission dans la guerre d'Algérie », signées par des personnalités de Gauche dont Jean Paul Sartre et Simone de Beauvoir. Le 1er octobre s'ouvre le procès du réseau Jeanson<sup>47</sup> connu sous le nom de « porteurs de valises ». Le 6 octobre les tenants de l'Algérie-Française prennent peur, ils rassemblent 200 personnalités de Droite dont le maréchal Juin et 6 membres de l'Académie française pour rédiger un acte d'attaques contre « les 121 ». Leurs gesticulations resteront un théâtre d'ombre et d'ombres.

Le 17 février 1961 rencontre à Genève de délégués des syndicats algériens tendance FLN, et indépendance nationale, avec les représentants des syndicats français : CGT, FL, CFTC, FEN et UNEF.

#### **Document 14 - 30/5/58** Retour de général de Gaulle

Après la révolte de l'Aurès de 1916, le 28 décembre 1920, devant la Chambre bleu horizon (Assemblée Nationale), un député conservateur expliqua ce qu'avait été l'action de son régiment : « nous avons brûlé des villages sans rime ni raisons, alors que nous savions que les habitants avaient leur fils au front. J'ai entendu moi-même des pères arabes nous dire en pleurant : « il est malheureux que vous fassiez brûler nos demeures alors que nos fils se font tuer en France <sup>48</sup> »

Révoltes, massacres, révoltes et massacres le cycle était bien connu des Algériens. Ils n'avaient pas oublié les promesses de réformes non tenues en 1936, en 1945 etc.

De Gaulle avait promis dans son discours de Brazzaville, en 1944, leur demandant de venir au secours de la mère patrie « qui leur accordera le droit de se gouverner eux-mêmes » Leurs sacrifices furent récompensés par le massacre de leurs familles le 8 mai 1945<sup>49</sup>

C'est pourquoi le serment du 1<sup>er</sup> novembre 1954 fut : « mourir jusqu'à l'indépendance nationale » Aucune difficulté, aucun discours ne changea jamais le cap fixé, le 30 mai 1958 ne trouva pas plus d'écho.

Entre 1954 et 1958 les politiques français parlaient d'autonomie interne jamais d'indépendance.

Les colons, pétainistes en majorité, qui faisaient et défaisaient les gouvernements de la III<sup>ème</sup> et IV<sup>ème</sup> République, voyaient d'un très mauvais œil le retour du Général.

---

<sup>47</sup> Le procès du réseau Jeanson, présenté par Marcel Péju, cahiers libres, n° 17-18, Maspéro, 1961

<sup>48</sup> Histoire de l'Algérie contemporaine, Tome II, de l'insurrection de 1871 au déclenchement de la Guerre de libération (1954), Charles Robert Ageron, PUF, 1979 Historien dont les travaux sur l'Algérie sont neutres de toute propagande politique ou communautariste.

<sup>49</sup> Chroniques d'un massacre, 8 mai 1845, Sétif, Guelma, Kherrata, Boucif Mekhaled, Syros, 1995

## Document 15

Dès le 30 mai 58, lors de son voyage en Algérie de Gaulle, cherchant à sortir du borbier dans lequel il venait de se plonger intégralement, promet de nouvelles réformes pour les « 10 millions de Français », il ne trouvera pas d'écho chez les « d'indigènes ».

Dans ses Mémoires, de Gaulle décrit les propositions faites aux Algériens « Dès le 12 juin 1958, j'avais convoqué A. Farès, proche de Fehrat Abbas, Je proposai tout de go à Farès d'entrer dans mon gouvernement à titre de Ministre d'Etat. Il y serait pour participer aux mesures relatives au destin de l'Algérie...Il se rendit alors en Suisse avec mon agrément et revint quinze jours plus tard. Ce fut pour me dire que mon offre l'honorait grandement, bien qu'il ne put l'accepter ... » De Gaulle comme ses prédécesseurs voulait garder « le plus beau joyau de l'Empire », il tentait de trouver des négociateurs Algériens qui lui répondent favorablement. Le 19 janvier 1960, par l'intermédiaire de Jean Amirouche, de Gaulle fait savoir au CNRA que « Ferhat Abbas est le seul dont l'esprit accepte la négociation <sup>50</sup> »

Le 19 septembre 1958, création à Tunis du GPRA. Le 3 octobre 1958, de Gaulle lance le Plan de Constantine qui devait, selon ses concepteurs, réaliser en 5 ans ce qui n'avait pas été accomplis en 128 ans<sup>51</sup>... Le 23 octobre, après son quatrième voyage en Algérie de Gaulle propose la « paix des braves », le 26 le Conseil national de la SFIO annonce « pas de compromission avec les tenants du bolchevisme »

Le 6 mars 1959 Les cinq détenus Algériens quittent la prison de la Santé pour le Fort de l'Île d'Aix. Le 28 mars, après une longue traque, Amirouche et Si Haouès sont assassinés par l'armée colonialiste.

Le 16 septembre 1959, de Gaulle comprend que la « question algérienne » retarde ses projets de recentrage de la France dans la politique européenne et « de grandeur du pays », il décide de « remettre aux Algériens le destin de l'Algérie<sup>52</sup> »

Novembre 1959 affrontements à Tunis entre la « tendance Krim Belgacem et la tendance Boumediene » ce qui permet à l'armée colonialiste bien informée d'accroître son feu pour mettre à genoux les indépendantistes et donner voix aux « négociateurs » Un ancien officier colonialiste écrit : « ...1959-60, B26 et Corsair de l'aéronavale pilonnent à la bombe et au napalm. T28 et T6 piquent et mitraillent. Bananes H21 et Mamouth déversent les renforts. Les katibas sont brisées, laminées. Seuls, de petits groupes survivent vaille que vaille »<sup>53</sup>

16 décembre 1959 : le conflit entre « indépendantistes » et « négociateurs » continue à Tripoli lors du 3<sup>ème</sup> conseil CNRA/GPRA

Le 13 février 1960 première explosion atomique française au sud de Reggane, en présence d'ingénieurs israéliens malgré l'interdiction du Général de Gaulle. Le 1<sup>er</sup> avril 1960 explosion de la seconde

---

<sup>50</sup> Historia Magazine N° 267/1972 – Yves Courrières parle longuement du rôle de J. Amirouche dans son « Heure des colonels », Fayard, 1970

<sup>51</sup> Pour saisir et mesurer la misère des « indigènes, il faut lire l'enquête des Jeanson : L'Algérie, hors-la-loi, Colette et Francis Jeanson, Seuil, 1955

<sup>52</sup> Mémoires d'espoir, Général de Gaulle, Plon, 1970

<sup>53</sup> L'Affaire Si Salah, Pierre Montagnon, Ed. Pygmalion, 1987

En juin 1960, le général de Gaulle reçoit « Si Salah » de son vrai nom Mohamed Zamoun commandant de la Wilaya 4, selon Bernard Tricot : « Si Salah et ses hommes reprochaient au GPRA de ne pas faire la paix ». Ce « négociateur » sera comme Kobus et Bellounis assassiné par ceux qu'il voulait servir, le 20 juillet 1961 par une unité du 22<sup>ème</sup> BCA. (livre cité en note 53, l'auteur est un ancien militaire colonialiste)

Les archives les plus intéressantes n'étant pas accessibles bien des trahisons restent cachées...heureusement !!

### **Document 16**

Claude Bourdet à l'époque « gauchiste de salon », ne détenait son pouvoir médiatique que grâce à ses attaques contre le communisme qu'il qualifiait volontairement de stalinisme, cette confusion étudiée entretenait une ferveur populaire qui lui ouvrait toutes les colonnes des médias français et occidentaux. Comme d'autres personnes, il servait « le monde libre » qui gouverne aujourd'hui.

Le 16 juillet 1957, discussion à l'Assemblée Nationale du projet de loi accordant au gouvernement des pouvoirs spéciaux qui élargissaient ceux de la loi du 16 mars 1956, les colonialistes demandaient à la représentation nationale de couvrir leurs abus. Toute la difficulté consistait à déterminer précisément ce qui se rattachait aux expressions « le peuple algérien » « l'indépendance nationale algérienne » ou « l'indépendance liée » « l'autodétermination » cette bataille sémantique explique pourquoi ce conflit a duré si longtemps On la retrouve dans l'intervention de Jacques Duclos et d'autres députés à l'Assemblée Nationale et dans tous les courants politiques français : « Certains prétendent qu'en nous prononçant pour la reconnaissance du droit à l'indépendance du peuple algérien, nous renoncerions du même coup à l'établissement de liens particuliers entre la France et l'Algérie. Rien n'est plus faux. Mais ce qui est vrai, hélas ! C'est que la prolongation de la guerre d'Algérie rend chaque jour plus difficile une solution du problème algérien conforme aux intérêts du peuple de France et du peuple algérien <sup>54</sup> »

Les informations contenues dans la lettre de Kabylie rejoignent celles données par quelques pages du rapport de Michel Rocard publiées par France Observateur et le Monde <sup>55</sup>

### **Document 17 - janvier 1959 à l'adresse du peuple français**

Police, FAP, FAAD, OAS, BAV, DST, la Criminelle, les harkis, le MNA ces sigles pourraient faire croire à des marques publicitaires d'objets plus ou moins « design », hélas non Ces sigles furent un cauchemar vécu dans leur chair par les indépendantistes Algériens et des cauchemars qui hantent leurs mémoires et celles de leurs familles. Les personnages désignés par ces sigles n'étaient pas tous représentants de la Gestapo ou de la Milice mais nombre d'entre eux pouvaient intégrer, sans concours ni réseau, les rangs de la Gestapo et ceux de la Milice.

Le 29 mars 1959, le général de Gaulle avertit Laffont, député pied-noir et directeur de l'Echo d'Oran, que « l'Algérie de papa est morte ». Michel Debré, son Premier Ministre, pro Algérie-française ne se gêne pas pour rassurer les ministres concernés par la Révolution algérienne «on couvrira tous les assassinats, les tortures et les dérives en Algérie comme en France ».

<sup>54</sup> Réquisitoire contre les pouvoirs spéciaux, interventions à l'Assemblée Nationale, 16, 17 juillet 1957, Jacques Duclos, brochure de l'époque dans laquelle il explique le vote de la loi de 1956 par les communistes français.

<sup>55</sup> Rapport sur les camps de regroupement, et autres textes sur la guerre d'Algérie, Michel Rocard, Mille et une nuits, 2003, (le livre de Cornaton est plus objectif et scientifique)

Pour bien confirmer qu'il n'entendait pas céder sur ses idées personnelles il déclare le 8 septembre « il n'y aura pas de négociations avec les rebelles, il n'y a jamais eu d'Etat algérien même virtuel » le 21 septembre, constitution du « rassemblement pour l'Algérie française (RAF) », de nombreux survivants de cette époque avouent que Michel Debré avait lancé en sous-mains ce RAF.

En juin 1959 Youssef Smaïl, responsable FLN de Mascara et de Saïda se rend.

Le 26 décembre 1959 les Calots bleus, harkis recrutés par les SAS d'Algérie, sont envoyés en France. Le 1<sup>er</sup> contingent de plus de 600 hommes est destiné à s'occuper uniquement de la région parisienne sous les ordres du capitaine Montaner, pied-noir, l'Arabicide pouvait continuer avec la bénédiction du Premier Ministre.

Le Général Parlange restait admiratif devant les résultats obtenus par les harkis « ... Les harkis furent appréciés au point qu'un colonel de la Légion étrangère n'hésitait pas à déclarer : « si on m'enlevait ma harka, il faudrait un bataillon pour la remplacer<sup>56</sup> »

Le 21 janvier 1963, sur Europe I, rappelle des ordres de protection des harkis par Ben Bella, de ce côté là aussi les trompettes du révisionnisme résonnent très fort.

#### **Document 18 - juillet 1959**

« Ami si tu tombes, un ami sort de l'ombre à ta place » les colonialistes n'ont toujours pas accepté que celles et ceux qu'ils méprisaient jusqu'à les déshumaniser en utilisant des termes péjoratifs pour les nommer puissent être capables de mener une révolte qui fasse référence, dans ses actes et dans ses écrits, à la Résistance française.

Le discours de Michel Debré sur la Nation algérienne n'a rien à renier du discours de son cousin Nicolas Sarkozy le 26 juillet 2007 à Dakar, discours qualifié de « message Banania du président français » par les intellectuels africains.

1959 le GPRA maintient son projet de société, pour lui « La minorité européenne n'est pas un problème insoluble » ses vues ne seront pas partagées et acceptées par celles et ceux qui avaient l'habitude de commander « leurs fatma et leurs Mohamed » S'asseoir à la même table qu'eux, partageaient les bancs des écoles, des université et du Parlement avec leur ancien personnel aucun pied-noir ne pouvait accepter « de tomber aussi bas »

#### **Document 19 - 11/1959 Presse internationale**

Depuis le 1<sup>er</sup> novembre 1954, que de journaux saisis ou censurés au « pays des Droits de l'Homme et de la liberté de la presse »

Pour le professionnel ou le chercheur français qui veut comparer la qualité du contenu et d'objectivité entre les productions des médias français et des médias étrangers sans se tromper il peut accorder la meilleure note aux médias étrangers.

*La Gauche*, du 30 mai 1959, journal belge ne peut admettre l'existence de « camps de regroupements » de populations civiles. La décolonisation belge ne fut pas à l'image des pratiques colonialistes françaises d'où ce ton horrifié.

---

<sup>56</sup> Les harkis au service de la France, Bachagha Boualam, France Empire, 1963

*Manchester Guardian* du 18 août 1959, journal anglais, Michel Debré demande, comme il l'a déjà fait, l'appui total de ses alliés dans la guerre d'Algérie, qu'il représente comme étant d'une manière ou d'une autre « un élément de la guerre froide ».

*Le Canard enchaîné* avait devancé les craintes du Premier ministre français par un dessin représentant des hommes défilant et tenant chacun un carton représentant leur futur projet de société pour l'Algérie : le premier bonhomme tient la pancarte « Algérie Française », le second « Algérie Algérienne », le troisième « Algérie Américaine », le quatrième « Algérie Russe », le cinquième « Algérie Chinoise » et le dernier et le plus petit « Algérie » tout simplement.

## **Document 20**

L'étude des sources de la Révolution algérienne est une étude segmentée chez certains professeurs d'histoire, car, rarement nous avons pu lire cette affirmation du FLN dans leurs écrits ou entendu lors de leurs cours : « la révolution algérienne n'est pas une guerre civile, ni une guerre de religion »

Joëlle Allouche Benayoun commentant<sup>57</sup> le livre de Benjamin Stora, exprime la pensée de la grande majorité des juifs d'Algérie : « « peut-on parler d'exil lorsque la population en question dit « émancipation », « libération » ? Et n'exprime à aucun moment le regret du temps d'avant, celui d'avant la conquête française... Tous les juifs d'Algérie servent dans les milices mises en place par les différents gouvernements français, depuis 1830 »

« Complètement ignoré dans les sources historiques juives, le récit d'Ibn Khaldoun connaîtra néanmoins de très beaux jours dans l'historiographie coloniale des Juifs d'Afrique du Nord. Outre qu'elle confirme l'ancienneté et la profondeur historique de leurs racines nord-africaines, l'origine juive présumée de la Kahéna confortait aussi les juifs dans leur sentiment d'être bien en phase avec le discours colonial ambiant, mettant en exergue l'opposition entre Arabes et Berbères. Cependant les recherches effectuées dans les années 1960 par Haïm Zéev Hishberg prouvent sans l'ombre d'un doute que le « reine des Aurès » ne pratiquait guère la religion juive et que, de surcroît ; dans nombre de traditions orales juives recueillies par David Cazès en Tunisie à la fin du siècle dernier, elle est dépeinte comme une « ennemie » des Juifs. Elle aurait en effet jeté leurs filles en pâture à ses soldats et trempé ses pieds dans le sang de leurs enfants<sup>58</sup> »

En 2007, l'instrumentalisation de Kahina bat des records de vente en librairies, lire à ce sujet les articles rédigés dans différents sites aurésiens qui s'offusquent de la manipulation de leur Ancêtre à des fins politiques ou mercantiles.

Devant l'appel du FLN resté sans suite il est utile de rappeler quelques dates pour comprendre ce silence.

1840-1850, 200 familles juives d'Alger et d'Oran s'installent à Safed, Tibériade et Haïfa en Israël

« En 1905, les juifs d'Algérie savaient quels avantages ils pouvaient tirer de la présence à Paris, près des couloirs du gouvernement, d'un organisme représentatif et permanent... En 1909, les juifs algériens étaient conscients de leur puissance électorale aussi bien dans les affaires de la communauté que dans celles de l'Algérie... Ils avaient réussi à devenir des Israélites français tout en restant des Juifs d'Algérie » Simon Schwayfuchs

<sup>57</sup> Les trois exils, juifs d'Algérie, Archives de sciences sociales des religions, 138/2007

<sup>58</sup> Le passé d'une discorde Juifs et Arabes, du VII<sup>ème</sup>. Siècle à nos jours, Michel Abitbol, Perrin, 2000

En 1917, Lord Balfour demande au Baron de Rothschild de financer l'achat de terre en Palestine pour l'installation des juifs. En 1910 la Histradout (syndicat juif) obligeait les firmes juives à n'embaucher que des juifs dans les kibboutzim.

Après la deuxième guerre mondiale, « le mouvement de mariages mixtes, a pris de telles proportions qu'il fallut adopter des mesures très sévères pour refuser les conversions sollicitées, notamment par les soldats du contingent » Rabbim Chaouchana, un autre rabbin déclarera : « les mariages mixtes détruisent notre communauté autant que la Shoah »

Quelle que soit l'essence de l'exclusion, raciale, sociale, religieuse ou politique le but est le même : division et refus de l'Autre.

« Nous étions Français depuis la conquête, en 1830, et citoyens français depuis 1870, date du décret d'Issac Adolphe Crémieux » « l'administration militaire française exprima cependant une constante animosité à l'égard des israélites locaux. Elle reproche ainsi aux médiateurs juifs, qui ont l'oreille d'Abel Kader (Amar, Busnach, Duran, Lasry) ou de Ahmed Bey (Busnach, Ben Bajou, Ben Djennah) leur duplicité. Les négociations, il est vrai, ne sont pas des plus claires les dignitaires israéliens ne perdant jamais de vue leurs propres affaires durant les entretiens<sup>59</sup> » Heureusement que ces lignes sont signées par Jean Daniel, il pouvait même écrire qu'ils furent Français avant 1830 puisque c'est grâce à l'aide<sup>60</sup> apportée par Busnach, Bacri et d'autres qui avaient organisé les « des dettes de blé massives<sup>61</sup> », prétexte « du coup de l'éventail » qui fut le signal de l'invasion de l'Algérie par la France.

Selon André Chouraqui : « De 1947 à 1973, la proportion de juifs d'Algérie ayant immigré en Israël, dépasse les 30 000 personnes, elle est beaucoup plus élevée que celle de n'importe quelle autre communauté juive d'Occident notamment des USA, de GB ou d'Amérique latine »

Après le Congrès de la Soummam, en novembre 1956, un message est adressé par les responsables du congrès à la communauté juive. Ce message fut appelé « lettre de la Soummam » par le Comité juif algérien d'études sociales (CJAES) qui recommanda à ses membres : « Lettre de la Soummam » : toutes prises de position ne peuvent être que strictement personnelles »

En 1961, lors des pourparlers de paix entre représentants Français et représentants Algériens, ils prévoient que les Juifs restent en Algérie pour assurer une présence française et servir de médiateur, le FLN répond « l'Algérie indépendante c'est un peuple sur un territoire ». Les Marocains nous citent souvent leur exemple à suivre « notre Roi a gardé les juifs pour nous permettre d'accéder aux réseaux internationaux des médias et des finances ... ».

18 mars 1962, Accords d'Evian : « les Français ne voulant pas rester en Algérie seront rapatriés même s'ils sont les descendants d'immigrants venus d'autres pays que la France, comme l'Espagne, l'Italie, Malte. Les Juifs sont assimilés à cette catégorie. De Gaulle s'étant prononcé à leur sujet grâce à l'intervention de l'amiral Louis Kahn, président délégué de l'Alliance israélite universelle. »

<sup>59</sup> Richard Ayoun et Bernard Cohen, juifs d'Algérie, 2000 ans d'histoire,

<sup>60</sup> Main Basse sur Alger, enquête sur un pillage, juillet 1830, Pierre Péan, Plon, 2004.

<sup>61</sup> Ancêtres du bicarbonate de soude présenté à l'ONU comme élément « des armes de destruction massives » qui ont justifié l'invasion de l'Irak...



Juin 1962, L'accord FLN/OAS demandait l'application des décisions du Congrès de la Soummam : tous égaux, colonisateurs comme colonisés. Les colonialistes de l'OAS avaient oubliés qu'avant 1958 nous n'étions pas « 10 millions de citoyens égaux ». Pour un Daniel Timsit, Henri Alleg et une Georgette Aziza, combien d'Henri Chemouilli<sup>62</sup> dans les rangs de la Main Rouge, les milices privées (depuis 1945), les informateurs du Mossad depuis 1952 et de l'OAS ? Depuis 1940/1950, en France, à combien de descendants d'immigrés « musulmans », les gouvernements successifs ont-ils permis l'intégration économique, sociale, linguistique et politique. A compétence et diplômes identiques qui sera mis sur le banc de touche ?

Ben Bella au pouvoir, il reformulera l'appel du FLN « revenez juifs votre place est parmi nous » La réponse émane de Léon Askenazi « Pour moi, comme pour l'immense majorité de la communauté juive d'Algérie, le choix de la France comme référence centrale, comme société, comme culture, comme civilisation, était indéniable. Nous, Juifs d'Algérie, nous nous considérons comme des citoyens français à part entière, nullement comme des indigènes ou des colons dans un pays étranger »

Mais les appels des Algériens sont restés lettre morte car, pour reprendre la formule de Germaine Tillion, les juifs avaient choisi d'autres « ennemis complémentaires » : la CIA, le Mossad et le Vatican<sup>63</sup>

### **Document 21 - 12/1959**

Tous les noms cités formaient la « gauche caviar » de l'époque : politique, affaires et médias liés avec la présence exotique de quelques « indigènes de service ». En 2006-2007, Azouz Begag<sup>64</sup>, nommé par Dominique de Villepin subira l'enfer du mépris que lui feront vivre les flingueurs de Sarkozy : Hortefeux, Mariani et autres « Dupont la Joie ». Nicolas Sarkozy<sup>65</sup> qui vantera l'œuvre que nous semblions oublié « la colonisation, une œuvre civilisatrice sans précédent dans notre histoire » Est-ce que ces propos lui furent dictés par son Conseiller spécial, le révisionniste Georges Marc Benhamou. S'agissait-il de flatter les pires instincts de ses électeurs du Front National qui ont gardé, coincée dans leur gorge, l'indépendance nationale Algérienne. Comme au « bon vieux temps des colonies » le président de la République place quelques « Fatma » pour calmer la « racaille » des ghettos, qu'il n'a pas eu le temps de « karchériser », et colorer son tableau idyllique, rien de nouveau en somme il fait « œuvre de civilisation » Azouz n'était donc pas à civiliser...

### **Documents 22 et 23 - 30/5/1962**

Livres à lire sans modération pour comprendre le contenu de ce document :

La Bataille de Paris, 17 octobre 1961, Jean Luc Einaudi, Seuil, 1991

Chronique du Bidonville, Nanterre en guerre d'Algérie, Monique Hervo, Seuil 2001

La 7<sup>ème</sup> Wilaya, la guerre du FLN en France, Ali Haroun, Seuil, 1986

Charonne, 8 février 1962, Anthropologie d'un massacre d'Etat, Alain Dewerpe, Folio histoire, 2006

---

<sup>63</sup>, Histoire secrète du Mossad depuis 1951, enquête, Gordon Thomas, Nouveau Monde traduction française 2006

<sup>64</sup> Un mouton dans la baignoire, Azouz Begag, Fayard, 2007

<sup>65</sup> Dont le papa s'est bronzé pendant 4 ans dans la Légion étrangère à Sidi Bel Abbès

### **Document 24 - Liberté presse PCA mars 1958**

Plaquette qui rend compte du congrès « le 13 mai 1945, le Comité central du PCA : reconnaissance de la langue arabe comme langue officielle à côté du français... **Les jeunes de notre pays n'en seront plus réduits à singer telle attitude d'une star d'Hollywood ou à se bourrer de publications farcies d'erreurs et de préjugés.** Ils apprendront l'histoire de la Kahina, Baberousse ne sera plus simplement le nom affreux de la prison civile d'Alger. On leur enseignera l'histoire de l'Algérie si riche en apports divers. Les Mosquées de Tlemcen, les ruines de Tébessa, les monuments espagnols, les paysages du Sud leur seront présentés autrement que par les médiocres cartes postales.

Le « pittoresque algérien » ne cachera plus la misère et la maladie de la Casbah d'Alger<sup>66</sup>»

A deux dates différentes le message proposé par ce congrès et par ce livre<sup>67</sup> correspond aux valeurs de la devise républicaine : « Liberté, Egalité et Fraternité » Combien furent-ils les « cœurs nobles » qui ont rêvé à l'accomplissement de cette devise qu'étouffe actuellement l'adoration du « veau d'or »

### **En conclusion**

Le 6 juillet 1962 Benkhedda s'adresse aux Algériens libérés : « les Européens ont leur place dans le pays avec les Algériens ; ils pourront vivre et travailler ensemble pour le bien de cette terre généreuse » Ali Haroun en page 176 de son livre cité confirme ce souhait exprimé aussi par Benkhedda « Ferrhat Abbas qui se félicite de l'attitude nouvelle et réaliste des Européens d'Algérie et les invite à bâtir ensemble, dans la fraternité, une nation libre et indépendante, faisant table rase du passé »

Les Algériens étaient moins rancuniers que les colonialistes qui avaient bloqué, au niveau politique, toute discussion sur l'Algérie, depuis 1962. Il fallut attendre l'aboutissement des batailles des anciens combattants français, en Juin 1999, pour que le Parlement français reconnaisse « la Guerre d'Algérie »

1957, 1959 et 1962, peut-être qu'il existe d'autres dates et d'autres faits concernant l'éviction des Aurésiens du Pouvoir : « alors que l'on discute de l'éventualité de cette seconde commission, Tahar Zbiri, commandant en exercice de la Wilaya I (Aurès-Nemencha) demande que lui soit reconnu le droit de voter par procuration au nom de trois membres de son conseil d wilaya. Comme il ne dispose pas des procurations écrites ainsi que l'exige l'Article 32 des statuts, du FLN il réclame que sa wilaya soit traitée à égalité avec les autres. La discussion se poursuit dans un climat tendu et l'on s'apprête à voter sur un point d'ordre – au demeurant mineur- lorsque Tahar Zbiri déclare : « je rappelle que je voterai avec les trois procurations », au nom des membres de son conseil de wilaya. Benkhedda s'y oppose, précisant : « quand la réunion a commencé, le gouvernement était en possession des noms des membres du Conseil de la Wilaya I. Et le gouvernement considérait que Zbiri n'avait qu'une voix ». Ce dernier réplique qu'il a été chargé par le gouvernement de désigner les membres de ce conseil ; qu'il l'a fait et en a saisi aussi bien le gouvernement que l'Etat-major. Ce à quoi Bentobbal rétorque que de toute façon ces membres de la Wilaya I n'ont pas reçu l'agrément du gouvernement. A la question du président de séance de savoir si le trois procurations

---

<sup>66</sup> 1937-1945, Histoire de 8 années de combat pour plus de Liberté, plus de justice et de progrès. Edition Liberté, Alger, sans date (peut-être 1947)

<sup>67</sup> Des douars et des prisons, Jacqueline Guerroudj, Bouchène, 1992

détenues par Zbiri ont été communiquées au gouvernement Benkhedda répond, catégorique : non<sup>68</sup> » Les Aurèsiens bons à servir de chair à canons uniquement ...

Lamine Zeroual, l'unique Aurésien ayant accédé au Pouvoir depuis 1962 fut contraint de jeter l'éponge après les féroces batailles médiatiques algériennes qui ont tenté de l'atteindre à travers son conseiller Bétchine !

Que les jeunes Aurèsiens s'activent et se lancent dans la collecte des mémoires des survivants, dans la recherche de documents familiaux et de soutenances de recherches universitaires sur le passé des leurs qui ont permis aux Algériens de vivre debout.

### **Quelques livres pour approfondir les sujets évoqués mais très peu traités :**

La guerre d'Algérie 1954/1962, Femmes au combat, Rahma, 1993

La porte verte, préface de Francis Jeanson, Bouchène, 2001

Jacques Vergès, l'anticolonialiste, entretiens avec Philippe Karim Felissi, Chihab, 2005

La question, Henri Alleg, Minuit, 26/2/1958 (il vient d'être réédité)

Le désert à l'aube de Noël Favrelières, Minuit, 2000 (c'est le récit réel de ce déserteur pour l'honneur qui sert de trame au film « avoir 20 ans dans le Aurès de René Vautier)

Bataille d'Alger, bataille de l'homme, Général de Bollardière, Desclée de Brouwer, l'honneur d'un militaire qui ne confondait par l'armée et la boucherie !

On nous appelait Fellaga, Commandant Azzedine, Stock, 1976 (l'engagement d'une famille)

### **Pour les chercheurs qui veulent approfondir leurs connaissances sur l'Algérie et la Guerre d'Algérie il faut consulter tous les titres de l'historien Charles Robert Ageron**

#### **La cerise sur le gâteau :**

Frantz Fanon :

Sociologie d'une révolution, Maspéro, 1975

Les damnés de la terre, idem

Peaux noires, masques blancs, Seuil, 1976

#### **Pour la comparaison de textes sur le 1<sup>er</sup> Novembre 1954 :**

« Aux sources immédiates du 1<sup>er</sup> Novembre 1954, 3 textes fondamentaux du PPA-MTLD », présentation de Abderrahmane Kiouane, Dahlab, 1996

---

<sup>68</sup> L'été de la discorde, Algérie 1962, Ali Haroun, Casbah, 2000